



Swiss Internet Governance Forum

Swiss IGF 2021
Messages de Berne
21 juin 2021

Session 1: Les leçons à tirer pour l'Etat numérique

La transformation numérique pose divers défis à l'Etat. Alors que la Suisse dispose de toutes les conditions nécessaires pour réussir sur le plan numérique, elle reste toujours en milieu de peloton. Pour réfléchir à la "Suisse de demain", l'Etat et les acteurs étatiques ont besoin de **temps et d'espace**. Ceux qui sont motivés par la transformation numérique doivent être **soutenus**. Quatre obstacles ou défis majeurs ont été identifiés et doivent être surmontés:

- La **méfiance** à l'égard de l'administration;
- L'**émotivité politique** excessive, jouant sur un mécanisme selon lequel les mauvaises nouvelles ou les nouvelles négatives génèrent plus de publicité que les bonnes;
- La **réticence à prendre des risques**, qui se nourrit de l'émotivité susmentionnée et de la crainte d'une réprimande publique, empêche l'approche courageuse de projets innovants, voire quelque peu "audacieux";
- Le **manque de confiance en soi** de la part des acteurs impliqués, en raison de leur manque d'expérience et de leur peur d'aborder des projets innovants.

En revanche, plusieurs facteurs de réussite devraient être encouragés auprès de tous les acteurs impliqués, afin d'ouvrir la voie à des employés d'Etats avant-gardistes et à des projets novateurs:

- **Courage et volonté de changement**, accompagnés d'une **tolérance aux erreurs**;
- Processus de participation directe des citoyens;
- Développement de **nouveaux outils** pour créer une réelle valeur ajoutée pour la société et le milieu politique;
- Création de **confiance et de bienveillance** envers les projets innovants, par exemple par l'accessibilité, la standardisation et l'échange d'expériences.

Les **partenariats public-privé ou public-civique**, c'est-à-dire la collaboration des acteurs étatiques avec des prestataires de services du secteur privé ou des institutions ou organisations de la société civile telles que les associations de quartier, les fondations, etc. peuvent donner de bons résultats. En particulier, la coopération avec les fondations peut être un moyen de contourner les hésitations initiales de l'administration publique en matière de financement et de tout simplement lancer un projet pilote. De même, avant d'entamer des projets importants et coûteux dans l'administration, il convient d'établir des validations de concept rentables, qui prouvent l'efficacité et la valeur ajoutée d'un projet avant l'attribution du contrat global.

L'accent devrait être mis davantage sur l'**échange d'expériences** et il faudrait si possible l'intégrer systématiquement dans la stratégie du projet. Ce n'est que lorsqu'un transfert de connaissances a lieu que les acteurs innovants de toute la Suisse peuvent profiter les uns des autres et s'inspirer mutuellement.



Swiss Internet Governance Forum

Session 2: Numérisation pour la société - Les possibilités offertes par la numérisation ont-elles été sous-utilisées dans la gestion du Coronavirus ?

Les outils numériques étaient disponibles, mais il manquait à la fois une culture des outils numériques et une infrastructure solide. Il ne s'agit pas seulement d'ajouter des outils, mais de faire évoluer l'ensemble de l'écosystème.

Le développement de l'application de traçage des contacts, mais aussi du certificat COVID, a permis d'identifier et d'ancrer dans la loi les principes d'utilisation des outils numériques. Ces principes, tels que l'approche décentralisée et la minimisation des données, représentent la nouvelle norme de qualité.

Dans nos débats politiques, nous confondons parfois protection des données et respect de la sphère privée. Les deux sont liés, mais ils ne sont pas équivalents.

En plus d'une infrastructure technique de qualité, nous avons besoin de modèles de gestion de l'accès aux données. Le défi consiste à rendre possible le contrôle des données, en accordant un droit d'accès constant. Réussir ce défi nous permettra d'instaurer la confiance.

Session 3: Gouvernance numérique - Inclusion et règles commerciales comme atouts pour l'avenir numérique

La gouvernance numérique revêt une importance inédite, car la numérisation et la technologie sont de plus en plus imbriquées dans nos vies.

Pour la gouvernance de l'espace numérique, il ne suffit cependant pas de classer les parties prenantes – comme cela a été le cas jusqu'à présent – en fonction des pays, des régions, des entreprises ou des groupements de la société civile. La gouvernance numérique doit également inclure toutes les générations, être orientée vers l'avenir et ne laisser personne de côté. La gouvernance numérique ne doit pas non plus laisser sur la touche ni exclure les personnes issues de milieux différents, souffrant de handicaps ou parlant des langues différentes. Ces groupes n'ont jusqu'à présent pas eu voix au chapitre, ou trop peu, dans l'espace numérique, leurs préoccupations n'ont pas encore été suffisamment bien comprises et il n'existe pas encore de solutions satisfaisantes pour une participation active.

Cependant, l'espace numérique, les outils, les services et les applications doivent être accessibles à tous. Une réflexion beaucoup plus systémique s'impose, il faut abattre les cloisons et l'accessibilité ne doit plus être une caractéristique, mais un droit.

Session 4: Cyberattaques et Suisse neutre: quelles possibilités pour l'Etat et les acteurs privés?

Outre ses atouts, la numérisation représente un défi majeur, notamment pour la politique de sécurité, ses concepts et ses présupposés.



Swiss Internet Governance Forum

Les effets possibles de la nouvelle réalité technique sur la politique de neutralité sont particulièrement importants pour la Suisse. Il est apparu que le débat n'en est encore qu'à ses débuts et que de nombreuses questions restent sans réponse. Cette nouvelle donne ouvre l'espace pour une discussion fondamentale sur la position de la Suisse dans la politique de sécurité numérique.

Au cours de la session, différents participants se sont prononcés en faveur du renforcement des capacités défensives et de l'intensification de la coopération internationale. C'est la seule façon d'établir la confiance nécessaire pour un cyberspace sécurisé. Les participants à la session considèrent que le secteur privé et l'Etat doivent être responsables des efforts visant à créer un tel cyberspace. Avec la Genève internationale, les engagements précédents et une communauté active, la Suisse dispose d'un bon cadre pour apporter une contribution également au débat international sur la politique de sécurité numérique.

Session 5: Un nouveau rôle pour les médias?

L'internet influence les médias à de nombreux niveaux et redistribue les cartes également sur des sujets déjà connus. Les groupes internet gagnent en puissance, tandis que les médias locaux se battent pour les abonnements payants et les recettes publicitaires. En raison de leur important rôle de médiation, les médias ne sont pas un secteur comme les autres; la manière dont ils sont façonnés influence toute la société. L'internet et la numérisation dans son ensemble représentent une grande opportunité en termes de visibilité: des groupes de population et des acteurs auparavant tenus à l'écart peuvent gagner en importance dans les médias. Toutefois, des défis se posent, notamment en raison des de l'interdépendance croissante entre l'offre et l'utilisation des médias. Si l'objectif est de disposer de médias qui favorisent la démocratie, il faut renforcer de manière ciblée des structures indépendantes et fiables qui permettent un journalisme de qualité, aussi d'investigation. Des ressources sont nécessaires, mais aussi le courage d'expérimenter et d'innover, pour le bien de notre système démocratique.

Messages de Berne

Les "Messages de Berne" résument les principaux points des sessions plénières et des ateliers du Swiss IGF 2021 de manière concise et neutre. Ils sont présentés au Forum mondial de l'ONU sur la gouvernance de l'internet (IGF) et au Forum européen sur la gouvernance de l'internet (EuroDIG), afin d'alimenter les discussions.